

***L'ampleur de la récession de  
2008-2009 au Québec et les  
défis de la reprise***

---

**Jean-Pierre Aubry<sup>40</sup>**

**Introduction**

En un peu plus d'un an, la situation économique du Québec et la situation financière de son gouvernement ont profondément changé. Après avoir connu plus de 15 ans de croissance quasi continue de son PIB, une réduction graduelle de son taux de chômage et de nombreuses années proches de l'équilibre budgétaire, le Québec est en récession, son taux de chômage est fortement en hausse et son gouvernement a un important déficit budgétaire. Le choc vient de l'extérieur, non de l'intérieur. La crise financière, qui a débuté aux États-Unis, s'est rapidement mondialisée et a provoqué une grave récession dans ce pays, au Canada et dans de nombreux autres pays industrialisés. Même si l'économie québécoise a été

---

40. Jean-Pierre Aubry est fellow invité au CIRANO.

relativement moins affectée jusqu'à présent, le retour au taux de chômage d'avant la récession et à l'équilibre budgétaire risque d'être long et difficile.

Ce chapitre compare la taille de la récession aux États-Unis, au Canada, au Québec et dans quelques autres provinces canadiennes. Il expose également l'effet de cette récession sur les diverses tendances qui ont marqué l'évolution de la structure de l'économie québécoise. Il se termine par une présentation de divers facteurs qui pourraient ralentir la reprise économique et la croissance à plus long terme du potentiel économique du Québec.

### **Avant 2008 : Un long épisode de croissance**

Depuis la fin de la récession de 1990-1991, le Canada et le Québec ont enregistré jusqu'à tout dernièrement une longue période de croissance économique continue et relativement forte. Leur taux de chômage, qui était respectivement de 12,1 % et 14,2 % au mois de novembre 1992, a atteint 5,8 % et 6,8 % au mois de janvier 2008 (voir le **graphique 10** du chapitre 2). Tel que décrit au chapitre 1, tous ces gains ont été réalisés alors que la structure de ces deux économies était en pleine mutation; les pertes d'emplois dans certains secteurs sujets à une très forte concurrence internationale, notamment dans celui de la fabrication, étaient plus que compensées par des gains dans les services. La situation financière des deux gouvernements s'était grandement améliorée après des décennies de déficits chroniques. Le ratio de leur dette nette au PIB suivait une tendance à la baisse. Le gouvernement fédéral avait même enregistré de nombreux surplus ayant favorisé une importante réduction de sa dette. S'attendant à une poursuite de la croissance économique, les deux gouvernements ont offert ces dernières années de nouveaux services et procédé à des réductions de diverses taxes et de l'impôt sur les sociétés et les particuliers.

Cette longue période de croissance s'explique en bonne partie par la bonne tenue de l'économie américaine et, ces dernières années, par le renchérissement au niveau mondial de diverses ressources naturelles dont le pétrole. Le Canada et le Québec ont su profiter de cette conjoncture et de la signature de l'*Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)* pour accroître, de façon significative, leurs exportations, permettant ainsi une hausse de l'emploi, des salaires et du bien-être de leurs citoyens. En 2007, l'écart moyen entre le taux de chômage du Québec et celui l'Ontario était de 0,8 %, soit le quart de l'écart moyen de 3,1 % observé entre 1981 et 2006.

### **2007-2008 : Des fissures dans l'économie américaine**

Malheureusement, dans la seconde moitié de 2007, on a commencé à voir apparaître des fissures importantes dans l'économie américaine. L'une des premières a été l'effondrement du marché de l'habitation aux États-Unis, qui a révélé l'existence d'une importante bulle financière. L'éclatement de cette bulle a non seulement réduit l'activité économique dans ce secteur, mais il a également été dévastateur pour le marché hypothécaire américain en faisant subir des pertes financières substantielles à de nombreuses institutions financières, tant aux États-Unis qu'à travers le monde. Il est important de noter que depuis un bon bout de temps, l'économie américaine, incluant son secteur gouvernemental, carburait fortement au crédit. L'emploi a amorcé une chute vertigineuse en décembre 2007. En treize mois (de novembre 2007 à décembre 2008), le nombre d'emplois a chuté de 3,3 millions (2,3 %).

Comme il a été exposé au chapitre précédent, l'année 2008 a été marquée par l'onde de choc provenant de l'effondrement de la valeur des prêts hypothécaires. Cette onde a frappé le secteur financier et boursier américain et mis à jour l'existence de problèmes importants et chroniques dont souffrait le secteur

financier des États-Unis et de nombreux pays industrialisés. De très sérieux problèmes de liquidité et de solvabilité sont alors apparus, paralysant le fonctionnement du secteur financier mondial et forçant les gouvernements à adopter une politique monétaire très expansionniste, à prendre à sa charge une somme importante d'actifs financiers détenus par de grandes institutions financières et à se lancer dans des plans de relance pour non seulement empêcher un effondrement de l'ensemble du secteur financier mondial, mais aussi pour atténuer la récession mondiale qui s'annonçait.

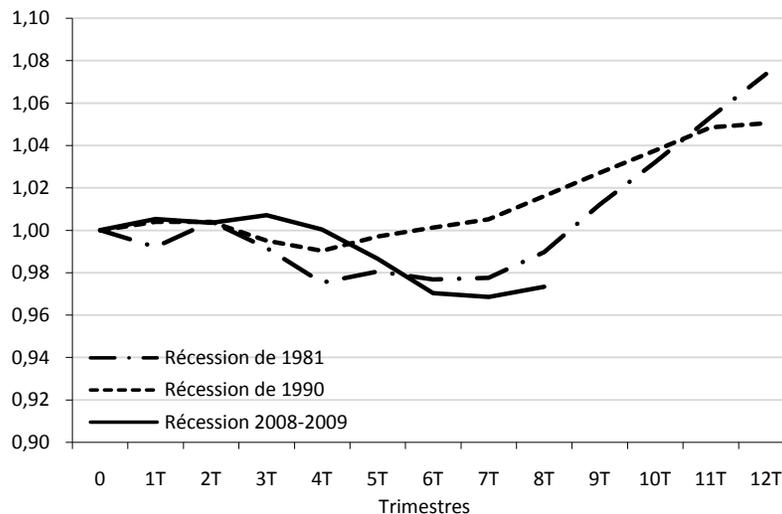
Confronté à un secteur financier de plus en plus handicapé, à un climat d'incertitude de plus en plus grand et à une baisse soutenue de l'emploi, l'économie américaine a fait du surplace du troisième trimestre de 2007 au troisième trimestre de 2008. Le PIB réel a enregistré deux trimestres de hausse et deux trimestres de baisse et, au total, aucune augmentation. Ce n'était qu'une question de semaines avant qu'il ne chute de façon notable et sur une période de plus de deux trimestres. Voilà le contexte qui a donné naissance, au quatrième trimestre de 2008, à l'une des plus importantes récessions de l'histoire des États-Unis.

### **2008-2009 : La récession aux États-Unis**

Au quatrième trimestre de 2008, les perspectives économiques pour 2009 de l'économie américaine, la principale destination des exportations canadiennes et québécoises, étaient très sombres malgré la mise en place par le gouvernement de programmes de soutien aux institutions financières et d'une politique monétaire extrêmement accommodante. Tout le secteur de l'habitation était en déroute; les mises en chantiers étaient à un niveau extrêmement bas et le prix des maisons continuait de chuter. Les ménages, dont la valeur des actifs réels et financiers accusait une forte baisse, devaient faire face à une dégradation constante du marché de l'emploi.

En quatre trimestres (du 3<sup>e</sup> trimestre de 2008 au 2<sup>e</sup> trimestre de 2009), le PIB américain s'est replié de 3,8 %, une chute plus marquée que celles enregistrées lors des deux dernières récessions précédentes. Si on prend comme point de départ, non pas le deuxième trimestre de 2008, mais le troisième trimestre de 2007, soit le dernier trimestre avant que ne commence le recul de l'emploi, la baisse du PIB dans les sept trimestres suivants est de 3,1 %. En utilisant ce point de départ, on peut voir au **graphique 82** que l'ampleur de la baisse du PIB est légèrement plus grande que celle observée lors de la récession de 1981.

**Graphique 82 : PIB américain au cours des trois dernières récessions aux États-Unis (indice dernier trimestre avant le début du recul = 1)**



Source : Bureau of Economic Analysis (BEA).

Durant les deux précédents épisodes de récession, c'est la contraction de la production et de la consommation de biens qui expliquait la chute du PIB alors que la production et la consommation de services continuaient de croître. Ce

phénomène, comme on le verra plus loin, est déterminant dans l'analyse des répercussions de la récession américaine sur l'économie du Canada et sur celle du Québec.

Là où la récession de 2008-2009 diffère de façon significative de l'expérience passée est dans la vitesse et l'ampleur des pertes nettes d'emplois. De novembre 2007 à septembre 2009, soit une période de 22 mois, le nombre de pertes nettes d'emplois aux États-Unis a été de 7,8 millions (5,3 %) <sup>41</sup>. Ceci est illustré au **graphique 83**. Durant cette période, le taux de chômage est passé de 4,7 % à 9,8 %. La baisse de l'emploi de près de 5 % dépasse nettement la baisse de près de 3 % du PIB durant cette période, ce qui implique qu'il y a eu une augmentation de la productivité durant la présente récession. <sup>42</sup> Cette baisse de l'emploi est également de deux à trois fois supérieure au recul observé lors des récessions de 1981 et de 1990. La vive réaction du marché de l'emploi est significative à deux égards. Si les entreprises américaines ont surréagi en coupant trop d'emplois, la reprise pourrait impliquer une forte hausse de l'emploi et une activité relativement vigoureuse. Par contre, si d'importantes compressions d'emplois ont dû être effectuées pour accroître la productivité des entreprises américaines et si les gains de productivité obtenus s'avèrent permanents, la reprise pourrait être relativement lente (le temps de recréer de nouveaux emplois durables et de passer au travers une période intensive de restructuration.). Ce scénario impliquerait par contre à plus long terme une augmentation du potentiel de l'économie

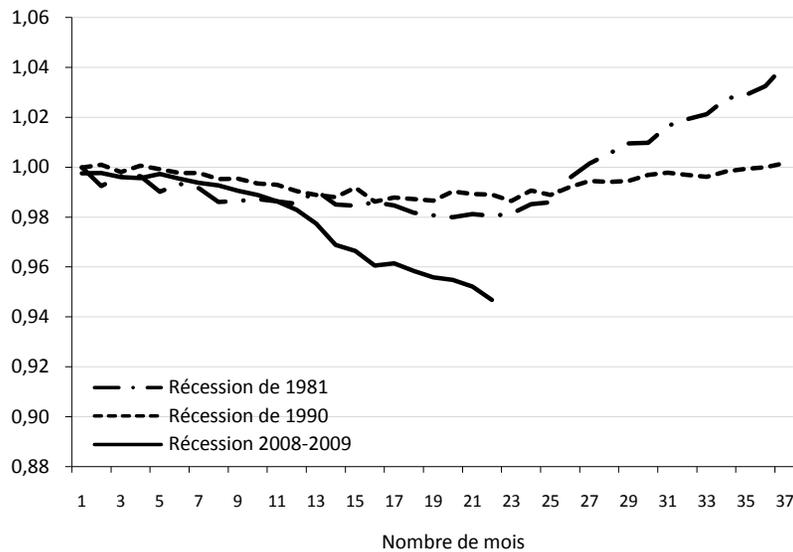
---

41. Ces chiffres proviennent de l'enquête menée auprès des ménages américains. Selon les données de l'enquête auprès des entreprises américaines, les pertes d'emplois enregistrées entre le mois de décembre 2007 et le mois de septembre 2009 seraient de 7,2 millions (5,2 %). Dans la première enquête, le plus récent sommet cyclique est au mois de novembre 2007 et dans la seconde enquête, il est en décembre 2007.

42. Nous faisons ici l'hypothèse que le taux de croissance du PIB américain sera presque nul au troisième trimestre de 2009.

américaine. Toutefois, il s'accompagne des pressions importantes sur les entreprises canadiennes et québécoises pour qu'elles réalisent à leur tour de tels gains de productivité de façon à demeurer compétitives.

**Graphique 83 : Emploi au cours des trois derniers cycles baissiers aux États-Unis (indice, dernier trimestre avant le début du recul = 1)**



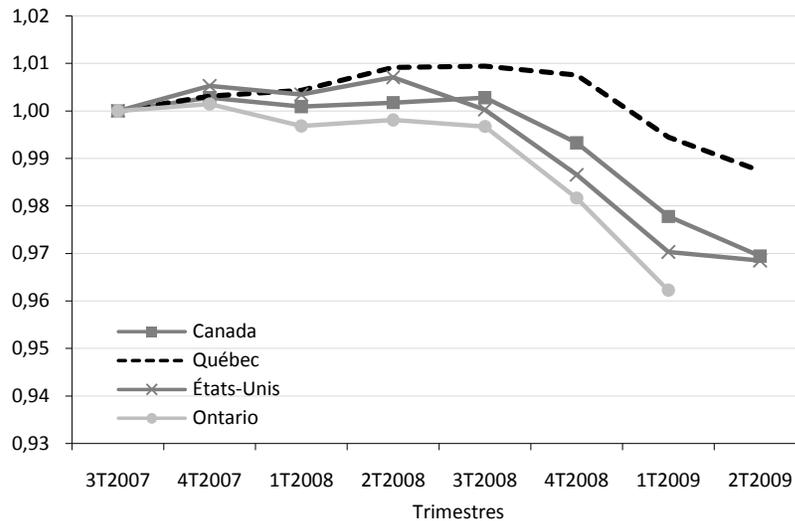
Source : Bureau of Labor Statistics (BLS).

### 2008-2009 : La récession au Canada et au Québec

Quand une économie aussi ouverte que celle du Canada voit son meilleur client frappé par une telle crise financière et une telle récession, elle ne peut espérer s'en sortir indemne. Ceci est d'autant plus vrai si la crise américaine s'est étendue sur le reste du monde, réduisant fortement la demande globale ainsi que le prix de nombreuses ressources naturelles produites par le Canada et le Québec. Le **graphique 84** compare l'évolution des PIB canadien, ontarien et québécois à celle du PIB américain

depuis le troisième trimestre de 2007, avant la chute de l'emploi aux États-Unis.

**Graphique 84 : PIB depuis le troisième trimestre de 2007, juridictions choisies (indice, dernier trimestre avant le recul = 1)**



Sources : ISQ, BEA et Ministère des finances de l'Ontario.

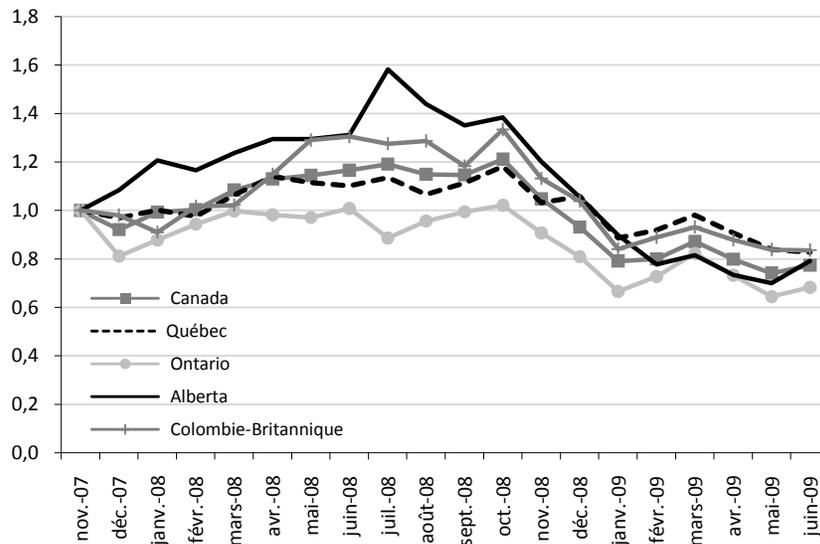
Le profil du PIB du Canada est très proche de celui du PIB des États-Unis. La récession a touché l'économie canadienne avec un trimestre de retard et elle s'est intensifiée pour atteindre une ampleur similaire à celle des États-Unis (3,1 %) au deuxième trimestre de 2009. En revanche, la contraction de l'économie québécoise sur cette période de sept trimestres a été moindre (1,3% comparativement à 3,1%). Notez également que le premier trimestre où une chute importante du PIB du Québec a été enregistrée (soit 1,3%) est le premier trimestre de 2009, un trimestre après la première chute importante du PIB canadien (soit 0,95% au 4T2008). Le PIB de l'Ontario, qui suivait une tendance à la baisse depuis la fin de 2007, s'est contracté fortement à la fin de 2008 de sorte que, depuis le troisième trimestre de 2007, il a été proportionnellement plus affecté par

la récession que le PIB des États-Unis et celui de l'ensemble du Canada (3,8 % contre 3,1 %). C'est un renversement de situation par rapport aux deux récessions précédentes, où le Québec avait été beaucoup plus touché que l'Ontario. Depuis quelques mois même, le taux de chômage de l'Ontario surpasse celui du Québec. Comment expliquer une partie des ressemblances et des différences entre ces quatre profils?

Tel que mentionné au chapitre précédent, un des canaux de transmission du choc des États-Unis au Canada a été la baisse des exportations canadiennes due à la réduction de la demande américaine, surtout pour les biens de consommation. Ceci est très bien illustré au **graphique 85** qui montre l'évolution de la valeur nominale des exportations du Canada et de ses plus grandes provinces. Il est intéressant de noter dans ce graphique :

- Le repli marqué des exportations de l'Alberta tributaires de grandes fluctuations observées dans le prix et de la demande mondiale du pétrole,
- l'absence de croissance des exportations de l'Ontario avant novembre 2008 et la forte baisse qui a suivi, reflétant ainsi les difficultés de son important secteur de l'automobile,
- le profil similaire des exportations de la Colombie-Britannique et du Québec, et
- le fait qu'en juin 2009 la valeur nominale des exportations totales du Canada était inférieure d'environ 20 % au niveau de novembre 2007.

**Graphique 85 : Exportations internationales du Canada et des grandes provinces, données mensuelles, novembre 2007 à juin 2009 (indice novembre 2007 = 1)**

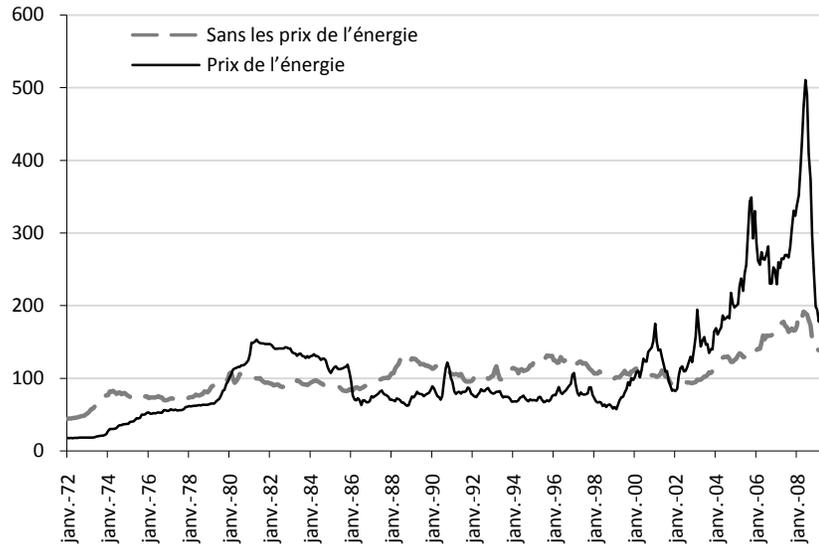


Source : Statistique Canada.

La plus grande taille de l'économie américaine et la plus grande ouverture de l'économie canadienne ont fait en sorte que le profil des deux PIB est similaire. De façon générale, les économies où les exportations de biens de consommation constituent une part importante du PIB, se sont plus ressenties de la récession mondiale. Le Japon est un bon exemple de ce phénomène. La forte baisse de la demande et du prix mondial des matières premières, dont le Canada est un important producteur, a également contribué à rapprocher le profil des PIB. La meilleure tenue du secteur financier canadien et une hausse relativement plus faible des primes de risques sur les emprunts des entreprises ont aidé à faire en sorte que la récession canadienne ne soit pas plus sévère que celle des États-Unis, comme cela a été le cas dans plusieurs pays

industrialisés, notamment le Japon, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

**Graphique 86 : Prix des produits de base, données mensuelles, janvier 1972 à août 2009 (indice 1982-1990 = 100)**

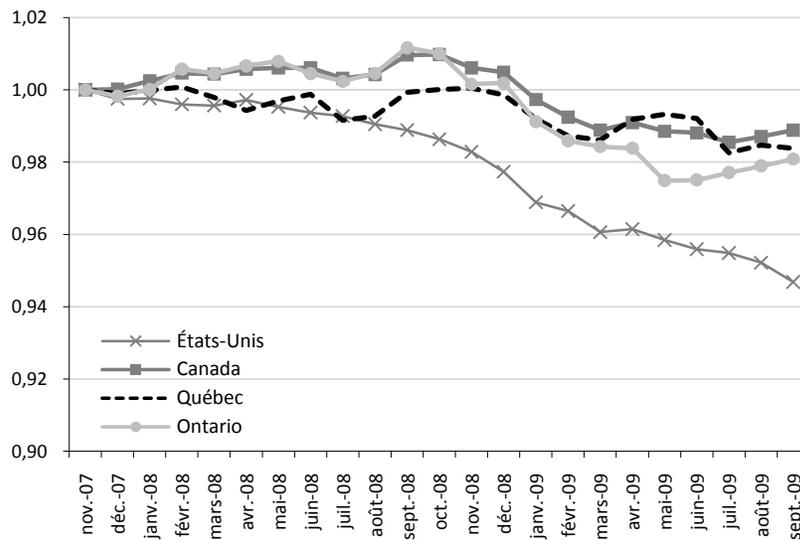


Source : Banque du Canada.

Le PIB du Canada a chuté de 3,1 % entre le repli du troisième trimestre de 2007 et le deuxième trimestre de 2009. Sur la même période, le repli du PIB du Québec n'a été que de 1,3 %, ce qui est presque deux fois et demi plus petit que celui du Canada. Par contre, la baisse de l'emploi, de novembre 2007 à septembre 2009, a été légèrement supérieure au Québec (1,6 % et de 1,1 %). Ces deux chiffres contrastent fortement la baisse de 5,3 % enregistrée aux États-Unis sur la même période. Comme on l'a mentionné précédemment, le recul de l'emploi aux États-Unis dépasse significativement celui de son PIB (5,3 % contre 3,1 %). Dans le cas du Canada et de l'Ontario, la baisse de l'emploi est bien inférieure à celle du PIB (1,1 % contre 3,1 % pour le Canada, et 1,9 % contre 4 % pour l'Ontario); ceci

pourrait présager d'autres pertes d'emplois si la reprise de l'économie américaine est lente.

**Graphique 87 : Profil de l'emploi aux États-Unis, au Canada, au Québec et en Ontario depuis novembre 2007 (indice, dernier trimestre avant le recul = 1)**

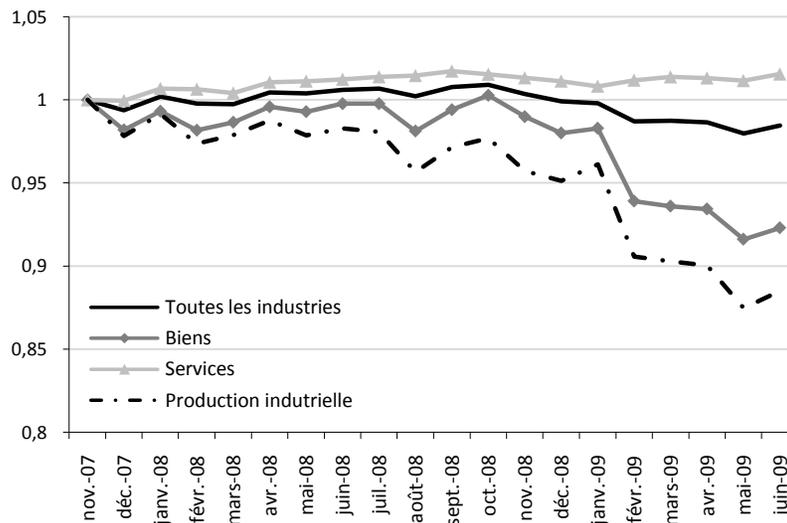


Sources : Statistique Canada et BLS.

La situation du Québec est différente. La baisse de l'emploi est légèrement supérieure à celle de son PIB (1,6 % vers 1,3 %). Cela reflète le fait que des secteurs, dont celui des produits de la forêt, avaient commencé à s'ajuster à la diminution de la demande qui s'était manifestée plus tôt et au fait que certaines entreprises du secteur manufacturier étaient en difficulté depuis des années déjà à cause de la forte concurrence internationale. Le graphique suivant montre que la production de biens s'était inscrite en baisse à la fin de 2007 et que ce mouvement s'est accentué dans la seconde moitié de 2008. La production industrielle a chuté de 2,9 % entre novembre 2007 et septembre 2008 et de 10 % entre septembre 2008 et mai 2009. Ce graphique illustre bien le canal de transmission de la

récession américaine par la « voie commerciale », tel que décrit par Pierre Fortin au chapitre précédent. Parmi les facteurs qui ont contribué à atténuer l'effet négatif de la récession américaine sur l'économie québécoise, il faut souligner la résilience de la construction résidentielle et la force des dépenses en immobilisations, notamment dans les infrastructures publiques. De nombreux projets ont été lancés dans ce domaine par le gouvernement du Québec à la suite de l'effondrement du viaduc de la Concorde en septembre 2006, bien avant la mise en place de programmes de relance à l'hiver 2008-2009.

**Graphique 88 : PIB du Québec par grands secteurs industriels, novembre 2007 à juin 2009 (indice, dernier trimestre avant le recul = 1)**



Source : ISQ.

Lorsque des secteurs de production qui éprouvent depuis des années des difficultés subissent des réductions de cette ampleur, il faut s'attendre à ce que plusieurs entreprises des secteurs en cause ne puissent survivre à la récession. Pensons au cas d'une personne affaiblie par plusieurs années d'une

maladie chronique qui attrape une grippe virulente. De novembre 2002 à novembre 2007, l'industrie de la fabrication de produits de bois a vu sa production tomber de 17,9 %; de novembre 2007 à juin 2009 elle a enregistré une chute de 29,2 %. Des situations similaires ont été constatées dans l'industrie de l'extraction minière, dans les usines de textiles et de produits textiles, dans la fabrication de vêtements et dans la fabrication de papier.

L'analyse du profil de l'emploi des quatre plus grandes provinces canadiennes permet de dégager les quatre observations suivantes :

- Les provinces où l'emploi a crû durant les premiers douze mois de baisse de l'emploi des États-Unis ont subi par la suite une plus forte réduction. La réciproque est aussi vraie. La correction de l'emploi au Québec, depuis le troisième trimestre de 2008 a été moindre qu'en Ontario et en Colombie-Britannique, mais la hausse de l'emploi entre le 4T2007 et 3T2009 au Québec a été moindre.
- La baisse de l'emploi entre novembre 2007 et septembre 2009 est relativement de même taille pour le Québec (-1,6 %), l'Ontario (-1,9 %) et la Colombie-Britannique (-1,3 %) <sup>43</sup>.
- L'Alberta fait cavalier seul avec un niveau d'emploi supérieur de 0,5 % en septembre 2009 à ce qu'il était en novembre 2007; la très forte augmentation de 3,25 % enregistrée entre novembre 2007 et octobre 2008, a été presque totalement éliminée par la correction de -2,8 % observée entre octobre 2008 et août 2009. Le profil de l'emploi en Alberta en 2008 et 2009 est donc fortement corrélé à l'évolution du prix du pétrole. Nous avons là une

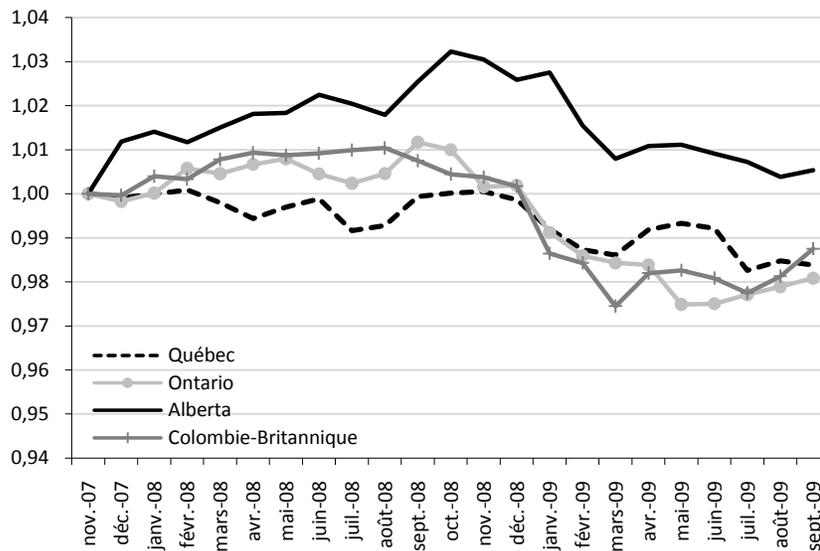
---

43. Les activités liées à la présentation des prochains Jeux Olympiques d'hiver ont atténué la baisse de l'emploi en Colombie-Britannique.

illustration parfaite du canal de transmission de la récession américaine par le biais de la « baisse concomitante des cours des matières premières ».

- D'une certaine façon, on peut considérer que la progression du PIB tant aux États-Unis qu'au Canada, du 3<sup>e</sup> trimestre de 2007 au 3<sup>e</sup> trimestre de 2008, de même que la croissance de l'emploi au Canada sur cette période ont reposé sur des bases peu solides, compte tenu du fait que l'emploi aux États-Unis était déjà en forte baisse. Les gains se sont révélés éphémères.

**Graphique 89 : Emploi des grandes provinces depuis novembre 2007  
(indice, dernier trimestre avant le recul = 1)**



Source : Statistique Canada.

### La reprise

Même s'il y a présentement de nombreux signes donnant à penser que la chute du PIB des États-Unis, du Canada et du Québec sera bientôt terminée, il est difficile de l'affirmer avec certitude. Le secteur financier mondial est encore fragile et il est

fort possible que les pertes d'emplois continuent pour un certain temps, surtout aux États-Unis où les consommateurs ont perdu une part importante de leurs actifs. Il est encore plus difficile de prédire quand ces trois économies reviendront au taux de chômage qui prévalait en novembre 2007 (4,7 %, 5,9 % et 7 %). Les cycles baissiers qui sont précédés ou/et accompagnés d'une crise financière ont tendance à être plus profonds et plus longs.<sup>44</sup> Il en va de même pour le retour à l'équilibre budgétaire sur chacun de ces trois territoires, tout particulièrement aux États-Unis qui accusait des déficits importants depuis de nombreuses années avant le début de la crise financière. De plus, le retour à l'équilibre budgétaire sera retardé par l'augmentation des frais d'intérêts liés aux déficits budgétaires accumulés durant la récession et la reprise.

Selon les dernières estimations du gouvernement fédéral<sup>45</sup>, le Canada ne reviendra pas au taux de chômage d'avant la crise et à l'équilibre budgétaire avant six ans. Le Québec pourra difficilement y parvenir avant 5 ans et ce, même si l'économie québécoise a été, jusqu'à présent, moins affectée par la récession. Le gouvernement du Québec envisage depuis le printemps un resserrement de sa politique budgétaire (hausse de tarifs et hausses de taxes indirectes) pour éviter de se retrouver dans une situation de déficits structurels et de hausses répétées de sa dette nette, qui est déjà à un niveau élevé par rapport aux autres provinces canadiennes.

Voici cinq facteurs qui affecteront le retour du Québec au plein emploi et à l'équilibre budgétaire.

---

44. Marion, S., *Un parallèle avec les années 1930*, Financière Banque Nationale, novembre 2008.

45. Voir *La mise à jour des projections économiques et financières*, septembre 2009, <http://www.fin.gc.ca/ec2009/ec-fra.asp>.

*Facteur 1 : La reprise et le retour à des politiques monétaire et budgétaire plus neutres*

Face à la crise financière qui risquait de provoquer un effondrement majeur du système financier et une très profonde récession économique, les gouvernements de nombreux pays ont mis en place des plans de soutien aux institutions financières et des programmes de relance de l'activité économique. Jusqu'à présent, il semble que ces programmes ont joué un des rôles attendus d'eux, à savoir limiter la profondeur du cycle baissier. Pendant un certain temps, ils favoriseront également le début de la reprise économique. Cependant, compte tenu de la forte augmentation de la dette gouvernementale qu'ils impliquent, il faudra que les administrations publiques retournent vers l'équilibre budgétaire tout en dégageant des fonds additionnels pour assurer le service de la dette engendrée par la récession et pour jouir d'une certaine marge de manœuvre. Certaines voudront même repayer une partie de cette « nouvelle dette ». Le renversement de la politique budgétaire et de la politique monétaire devra se faire graduellement<sup>46</sup>. Au fur et à mesure que le secteur privé pourra soutenir la croissance économique, nous devons voir le secteur public se retirer. Plus il aura pris de la place, plus son retrait sera prononcé. À cause de ce mécanisme d'ajustement, la reprise risque d'être relativement longue.

Déjà de nombreuses administrations gouvernementales (municipalités, états, provinces, pays) commencent à planifier et même à resserrer certains éléments de leur politique

46. Après la récession de 1981, la reprise avait été relativement rapide parce qu'elle était accompagnée d'un relâchement important de la politique monétaire. On était passé d'une politique monétaire très restrictive à une politique de moins en moins restrictive. Ce renversement s'est également produit lors de la reprise successive à la récession de 1991, mais de façon beaucoup plus progressive parce que cette reprise s'était accompagnée d'un resserrement de la politique budgétaire pour éviter une crise des finances publiques. Il était alors impératif de réduire le déficit structurel du gouvernement fédéral et de nombreuses provinces. Ce type de scénario pourrait se produire aux États-Unis et ralentir la reprise nord-américaine.

budgétaire (augmentation de taxes, de tarifs et réduction de dépenses).

*Facteur 2 : La dévalorisation des actifs des ménages et des régimes de pension privés et publics*

Un des facteurs qui pourrait ralentir la reprise est la baisse de la valeur des actifs des ménages et des régimes de pension privés et publics. Les consommateurs devront reconstituer leur bas de laine et les régimes de pension à prestations déterminées devront retrouver leur équilibre actuariel. Résultat : une augmentation de l'épargne et une croissance moins rapide de la consommation. Ce phénomène devrait être relativement plus important aux États-Unis où le prix moyen des maisons a chuté de plus de 20 %. D'ailleurs, la montée du taux d'épargne y est bien enclenchée. Ces ajustements comprimeront les exportations de biens de consommation vers ce pays. Le Canada sera affecté également par la dévalorisation de ses propres actifs, mais à un degré moindre que son voisin du sud. Les provinces comme le Québec qui n'ont pas enregistré un recul important dans la valeur de leur parc résidentiel seront moins touchées. En revanche, compte tenu des pertes importantes de la *Caisse de dépôt et de placement du Québec*, les participants à plusieurs régimes publics de pension (RRQ, fonds d'indemnisation de SAAQ et de la CSST) devront bientôt faire face à des hausses de taux de cotisation.

Un dernier point sur ce sujet : une des sources de la crise financière/économique est la trop grande accessibilité au crédit. La mise en place de mécanismes pour redresser cette situation devrait restreindre la consommation et augmenter l'épargne des ménages. Aux États-Unis surtout, les consommateurs devront vivre moins à crédit et plus selon leurs moyens. Ce réaligement devrait avoir un effet non seulement sur le niveau, mais aussi sur la structure de la consommation. Ce changement de composition dans la demande des ménages aura pour effet

de provoquer une certaine restructuration de la production des entreprises de biens de consommation. Cette restructuration prendra un certain temps et se répercutera inégalement sur les pays exportateurs de biens de consommation.

*Facteur 3 : La récession comme accélérateur des changements dans la structure économique*

La présente récession modifiera-t-elle les tendances qui ont marqué l'évolution de la structure de production de l'économie québécoise (et canadienne) au cours des 30 dernières années et qui ont été exposées au premier chapitre? La réponse est non. La présente récession aura pour effet non pas de changer les tendances identifiées, mais plutôt de les accélérer. Un bon exemple de cette accélération est la réaction de nombreux journaux qui étaient en difficulté financière avant la crise et qui ont été forcés, par l'accentuation des pressions financières dues à la récession actuelle, de prendre de mesures pour réduire leurs coûts et de miser plus rapidement sur les nouvelles technologies de communication.

Plusieurs pays émergents, notamment la Chine et l'Inde, ont remarquablement bien traversé la crise et la concurrence et ils livreront aux entreprises canadiennes et québécoises une concurrence de plus en plus féroce. Ajoutons à cela que les entreprises américaines devraient réaliser à moyen terme des grands gains de productivité supérieurs à ceux de nos entreprises, et que les autorités gouvernementales américaines auront tendance à être plus protectionnistes qu'avant la crise. En conséquence, (1) le déplacement de la production, des biens vers les services, pourrait s'accentuer, (2) il sera encore plus important que le secteur de la production de biens, trouve des niches d'expertise et de haute productivité et (3) nous devons investir dans la recherche, dans notre capital physique et dans la formation de notre main-d'œuvre pour réaliser des gains

substantiels de productivité de façon à éviter une détérioration de notre compétitivité.

*Facteur 4 : Le Québec et le mal hollandais*

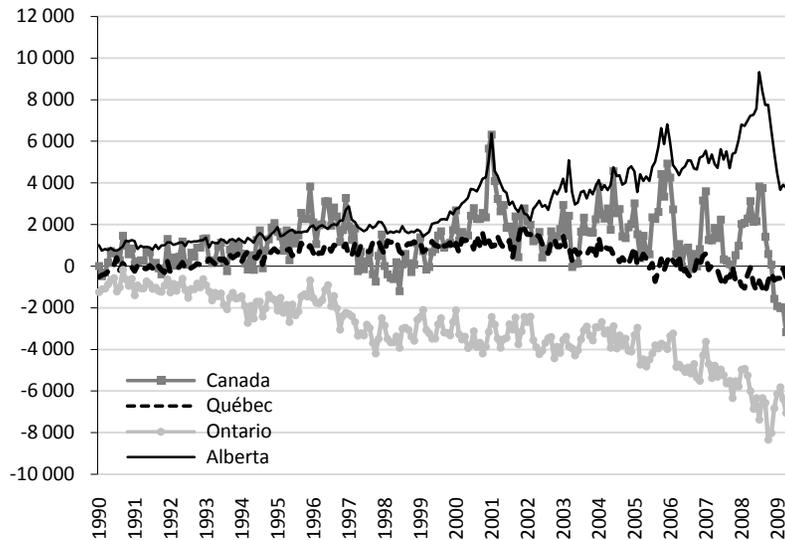
Depuis 1993, le Canada est un exportateur net de pétrole. Avec le développement des sables bitumineux, les exportations nettes d'énergie du Canada ont gagné en importance, au point de devenir la principale source du surplus commercial du Canada. Comme le souligne le mouvement Desjardins,

*au cours des dernières années, les exportations nettes de produits énergétiques ont plus que triplé, passant de 18,2 milliards de dollars en novembre 2001 à un sommet de 64,3 milliards de dollars en novembre 2005. Au même moment, les exportations nettes hors énergie ont fondu comme neige au soleil, passant d'un surplus record de 39,9 milliards de dollars en janvier 2002 à un déficit de 5 milliards de dollars en avril dernier (2005)<sup>47</sup>.*

---

47. Voir : *Une « pétrodevise » ; un bienfait ou un fardeau pour l'économie canadienne?*, Martin Lefebvre, Études économiques, Desjardins, octobre 2006, page 7, [http://www.desjardins.com/fr/a\\_propos/etudes\\_economiques/actualites/point\\_vue\\_economique/pve61011.pdf](http://www.desjardins.com/fr/a_propos/etudes_economiques/actualites/point_vue_economique/pve61011.pdf).

**Graphique 90 : Soldes des exportations nettes internationales de marchandises, juridictions choisies (millions de dollars)**



Source : Statistique Canada.

Le **graphique 90** montre comment cette réalité se traduit pour la balance commerciale des grandes provinces canadiennes. On y constate l'influence énorme des exportations nettes albertaines dans la détermination de la balance commerciale du Canada. Cette situation fait en sorte que le prix du pétrole est une des principales variables agissant sur la valeur du dollar canadien. Lorsque le prix du pétrole est élevé, la valeur nominale des exportations nettes d'énergie devient très grande; et cela a pour effet, *ceteris paribus*, de faire apprécier notre devise. Une telle appréciation nuit aux exportations de produits non énergétiques fabriqués principalement en Ontario et au Québec. Ces deux provinces souffrent donc de ce que les économistes ont appelé le « mal hollandais »<sup>48</sup>.

48. En anglais le "Duch Disease". Pour plus d'information, lire le texte de Martin Lefebvre cité précédemment.

Ce phénomène devrait s'accroître avec la croissance de l'extraction du pétrole des sables bitumineux et des plateformes de forage à l'est de Terre-Neuve ainsi qu'avec le renchérissement mondial du pétrole qui devrait accompagner la reprise économique mondiale. En conséquence, la reprise au centre du Canada sera plus lente. Rappelons-nous que les provinces canadiennes opèrent à l'intérieur des frontières du Canada dans un régime de taux de change fixe et, qu'individuellement, elles ne peuvent utiliser les variations d'un taux de change qui leur serait propre pour revenir plus facilement au plein emploi.

Les mécanismes d'ajustement pouvant réduire le chômage et ses effets négatifs dans les régions canadiennes affligées du mal hollandais sont :

- le déplacement des travailleurs vers les régions productrices de pétrole (principalement du centre du Canada vers l'Alberta),
- la réalisation de forts gains de productivité dans les secteurs autres que l'énergie pour contrecarrer les conséquences de l'appréciation du dollar canadien<sup>49</sup>,
- une importante baisse des salaires pour rétablir la compétitivité,
- la collecte par le gouvernement fédéral d'une partie de la rente pétrolière et sa redistribution vers les régions qui n'exportent pas de produits énergétiques; cette solution risque cependant de créer à long terme une situation de dépendance face au gouvernement fédéral et, indirectement, face aux provinces productrices de pétrole.

---

49. Il convient toutefois de noter que l'appréciation du dollar canadien permet l'achat de biens d'équipement à l'étranger à meilleur prix.

On peut donc conclure que le retour au plein emploi sera long et difficile.

*Facteur 5 : Le présent cycle baissier et le choc démographique*

La récession de 2008-2009 ne devrait pas avoir d'effets importants sur l'évolution future des grandes variables démographiques du Québec, ce qui n'a en soi rien de surprenant. Cependant, elle aura pour effet de rendre plus difficile le maintien des acquis sociaux face au choc du vieillissement de la population qui aura pour effet de hausser substantiellement le coût du système public de santé et exercer d'énormes pressions sur les finances publiques. Il aurait été souhaitable que le gouvernement du Québec, avant d'être frappé par ce choc, ait pu réduire sensiblement la taille de sa dette et le coût du service de celle-ci. La crise financière et économique a pour effet de pousser à la hausse ces deux variables à un bien mauvais moment. Ceci engendra une pression accrue sur les finances publiques ce qui, *ceteris paribus*, réduira la marge de manœuvre du gouvernement et rendra plus difficile le maintien des acquis sociaux.

Par ailleurs, la dévalorisation des actifs des ménages, incluant leur fonds de pension, aura pour effet d'inciter plusieurs travailleurs à retarder la date à laquelle ils prendront leur retraite atténuant ainsi la baisse de la main-d'œuvre qu'engendrera le vieillissement de la population. Il leur faudra travailler plus longtemps pour avoir à la retraite un revenu conforme à leurs attentes.

**Remarque finale**

Pour conclure ce chapitre sur une note plus positive, nous aimerions souligner le dynamisme qu'a démontré, jusqu'à présent, l'économie du Québec face à la crise mondiale. Il n'y a pas que de mauvaises nouvelles. Certes, certains secteurs et certaines entreprises ont beaucoup de mal à faire face non

seulement à la présente récession mais aussi à la concurrence internationale des dernières années. Mais il y a aussi beaucoup de lueurs d'espoir comme 1) la diversification de l'économie québécoise, 2) le développement d'entreprises dans de nouveaux secteurs en effervescence (les jeux vidéo par exemple), 3) la croissance d'entreprises dans des niches à haute valeur ajoutée et cela même dans des secteurs en déclin, 4) l'essor de la région de Québec et 5) la plus grande capacité du Québec à produire des entrepreneurs fort compétents et prêts à se lancer dans de nouveaux projets sur la scène internationale. Il importe de tirer des leçons de ces « *success stories* » pour pouvoir mettre en place les conditions propices à leur multiplication.